



La soupe au caillou

Des nouvelles du Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

2 octobre 2001

Par l'équipe du Collectif

Numéro 77



Votre message pour le registre est important

Dans une année où le gouvernement n'écoute pas et passe à côté de ce qu'on met sur la table, ce moment de transmission de messages sera précieux. Nous vous invitons donc à prendre le temps d'inscrire et faire inscrire autour de vous, dans vos organisations, dans un paragraphe ou deux, ce qui compte pour vous et votre monde. Qu'est-ce que des personnes en situation de pauvreté et des personnes ou organisations solidaires avec elles veulent dire aux parlementaires du Québec en cette Journée internationale de l'élimination de la pauvreté? Dans ces contributions au registre à remettre au président de l'Assemblée nationale, ce pourrait être bien aussi d'illustrer à partir de votre expérience comment la pauvreté empêche la réalisation des droits reconnus dans votre vie, dans votre milieu. Bonne occasion pour repérer la volonté citoyenne de 215 000 personnes et plus de 1600 organisations. Et leur conviction que les personnes qui vivent la pauvreté sont les premières à agir pour s'en sortir et qu'elles doivent être les premières écoutées. La parole est à vous!

Quoi d'autre ce jour-là?

Nous aimerions bien faire savoir ce qui va se passer un peu partout au Québec le 17 octobre prochain. Vous nous en informez?



Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté

C.P. 1352 Terminus, Québec, Qc, G1K 7E5

www.pauvrete.qc.ca

Tél.: (418) 525-0040 / Fax: (418) 525-0740
Courriel: pauvrete@dic.net

Nos bureaux sont situés au 165, de Carillon dans la Basse-Ville de Québec.



Go pour le 17 octobre !

Bonjour tout le monde! Nous en avons maintenant la confirmation, nous serons reçus par le président de l'Assemblée nationale et tous les parlementaire qui décideront d'y être dans le Salon rouge de l'Assemblée sur l'heure du midi le 17 octobre prochain. Ce sera un moment d'écoute par les parlementaires de ce que les personnes qui vivent la pauvreté ont à leur dire. Hormis un mot de bienvenue du président, les parlementaires ne prendront pas la parole. Ils et elles vont écouter. C'est une première pour un 17 octobre au Québec et espérons que c'est le début d'une bonne habitude.

Voici où nous en sommes là-dessus. Tout d'abord pour l'organisation, il va falloir bouger assez vite maintenant. Vous allez trouver en annexe à ce bulletin une feuille de consignes et une feuille d'inscription à reproduire pour la mobilisation. L'Assemblée nationale nous fixe une limite de 100 personnes qui est liée à la capacité d'accueil du Salon rouge. Nous allons procéder par inscription comme lors du dépôt de la pétition l'an dernier. Pour Montréal il y aura un bus et il faut s'inscrire auprès de Patrick Alleyn (voir la feuille de consignes). Dans les autres cas, nous demandons aux organisations de recueillir les inscriptions de leur monde et de nous les transmettre dès que possible et au plus tard le 12 octobre. Comme nous savons qu'il y a plusieurs activités organisées en région, nous vous répétons que nous misons principalement sur Québec et Montréal pour la mobilisation, mais que tout le monde est bienvenu. Nous aimerions être au moins 125 personnes pour pouvoir tenir un volet dehors avec une bannière. Si nous sommes plus, ça augmentera la visibilité dehors. Pour les cent personnes, nous allons bien sûr donner la priorité aux personnes en situation de pauvreté.

Vu que la cérémonie ne pourra pas être très longue et que le nombre d'interventions sera forcément limité, nous avons pensé à un moyen de permettre à tout le monde, présentE pas présentE, de s'exprimer. D'où un appel à vos messages qui iront dans un registre qui sera transmis ce midi-là au président (voir ci-contre ainsi que le formulaire).

Une journée qui fera le lien entre pauvreté et réalisation des droits

Nous reprendrons ce jour-là une phrase inspirée du texte de la dalle qui a été fixée en pleine place du Trocadéro à Paris lors du tout premier 17 octobre, en 1987. Elle dit : «Là où des hommes et des femmes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de la personne sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.» Ce message correspond bien à un enjeu fondamental de notre travail commun : une loi fondée sur les droits. C'est tout un retournement. À nous de le faire valoir! Go! 